

Discours de politique générale de François BAYROU Les sujets sociaux et médico-sociaux effleurés et toujours pas de ministère de l'Enfance

Alors que la précarité et la pauvreté s'accroissent dans notre pays, que la protection de l'enfance est en crise, que le secteur du handicap se fragilise et que celui des personnes âgées est dans une situation critique, le discours de politique générale du Premier ministre a laissé une très faible place au secteur social et médico-social. Protéger et accompagner les plus vulnérables, qui est au cœur de notre mission de service public, doit rester une priorité nationale !

Investir dans les politiques sociales et médico-sociales pour les plus vulnérables

En novembre 2022, le GEPSO organisait une conférence sur le service public social et médico-social empêché, véritable cri d'alarme pour alerter sur les besoins du secteur. Depuis, les alertes, mobilisation, enquêtes, propositions s'enchaînent sans qu'aucune vraie réponse ne soit donnée. Le Premier ministre n'en donne pas davantage.

Pourtant, investir massivement dans les politiques sociales et médico-sociales, c'est mettre en œuvre des solutions concrètes pour les personnes et c'est :

- Assurer l'avenir de la protection de l'enfance
- Permettre l'effectivité des droits des personnes en situation de handicap
- Renforcer l'offre d'accompagnement pour les personnes âgées

Un ministère de l'Enfance : une exigence pour avancer et éviter de nouveaux drames

Le Premier ministre a confirmé, sans plus de détails, la création d'un Haut-commissariat à l'enfance. Nous réaffirmons avec force la nécessité de disposer, en complément, d'un ministère de l'Enfance de plein exercice seul à même de porter une politique globale cohérente sur l'enfance ; de travailler en interministérialité et en proximité avec les fédérations, acteurs de terrain et personnes concernées.

Alors que les rapports sur la protection de l'enfance s'accumulent et que nous ne cessons d'alerter sur la situation alarmante de la protection de l'enfance, nous avons besoin plus que jamais d'une réponse politique si nous ne voulons pas que de nouveaux drames ne surviennent. Le GEPSO agit et fait des propositions concrètes, formulées dans son dernier rapport « *Protéger l'enfant, 70 propositions pour agir vite* » et se tient à disposition pour en échanger avec le gouvernement.

Des mesures médico-sociales incomplètes et insuffisantes

Les annonces sur le secteur du handicap se limitent à l'annonce de la tenue du Comité interministériel du handicap et du remboursement des fauteuils roulant. Si les enjeux sur l'école inclusive sont bien pointés, quelles sont les propositions concrètes du gouvernement pour sa réussite, avec quels moyens associés ? Enfin, quid du secteur protégé et de l'emploi des personnes en situation de handicap ?

Concernant le Grand âge, et alors que nous appelons de nos vœux, devant le mur démographique de 2030, à une Loi Grand âge, aucune proposition précise n'est formulée. Favoriser le maintien à domicile des personnes qui le désirent est souhaitable mais là aussi, avec quels moyens financiers pour le secteur du domicile et la valorisation des professionnels du secteur, fortement précarisés ?

L'augmentation annoncée de l'ONDAM ne sera pas non plus suffisante pour répondre au besoin vital de financement des EHPAD.

Devant les enjeux colossaux, de l'enfance au Grand âge, le service public social et médico-social public joue un rôle crucial et a besoin d'être soutenu, à la fois financièrement et humainement.

Nous rappelons enfin qu'il reste toujours 3000 agents de la fonction publique hospitalière exclus du Complément de traitement indiciaire (CTI) mis en place dans le cadre des accords Ségur. Le soutien du secteur social et médico-social doit être une priorité nationale absolue.

Contact presse : Jeanne CORNAILLE – jeanne.cornaille@gepso.com / 06 98 95 07 43

A propos du GEPSo : Depuis 40 ans, le GEPSo agit en faveur d'une citoyenneté effective pour toutes et tous. Les enjeux du respect des droits des personnes, de leur participation et autodétermination sont au cœur de son projet associatif. L'association a pour principe socle l'accueil de tous les publics, en particulier des plus vulnérables, sur tous les territoires. Elle porte une vision d'un service public innovant et performant. Son réseau compte plus 800 établissements et services publics sociaux et médico-sociaux (230 organismes gestionnaires représentant plus de 47 000 places) répartis partout en France. En savoir plus : www.gepso.fr